

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 2261

[C — 2004/29227]

28 AVRIL 2004. — Décret garantissant l'équipement pédagogique de l'enseignement secondaire technique et professionnel (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret s'applique aux établissements d'enseignement secondaire ordinaire organisés ou subventionnés par la Communauté française qui organisent des sections d'enseignement technique de qualification et professionnel, ainsi qu'aux établissements d'enseignement spécialisé de formes 3 et 4 organisés ou subventionnés par la Communauté française qui organisent des sections d'enseignement technique de qualification et professionnel.

Art. 2. Il a pour objet de permettre la modernisation de l'équipement pédagogique de base dans les établissements visés à l'article 1^{er}, pour autant que ces établissements s'inscrivent :

1° dans la mise en œuvre d'une offre de formation en relation avec les besoins constatés de la zone de l'établissement ou des zones avoisinantes;

2° dans une politique de formation en cours de carrière des professeurs de cours techniques et de cours techniques et de pratique professionnelle, valorisant cet équipement;

3° dans l'application des profils de formation, y compris la mise en œuvre des outils pédagogiques et des épreuves d'évaluation y afférents.

On entend par équipement pédagogique de base le matériel nécessaire à l'acquisition des compétences définies par les profils de formation.

Afin de remplir les objectifs visés à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement, sur proposition du Comité d'accompagnement visé à l'article 5, sélectionne les demandes d'équipement des établissements et intervient financièrement dans l'achat de ces équipements, à concurrence de 80 %; les 20 % restants étant à charge de l'établissement bénéficiaire.

Art. 3. § 1^{er}. Pour remplir les objectifs visés à l'article 2, un montant annuel est consacré comme suit :

1° 4.147.468 EUR pour 2005;

2° 4.073.468 EUR pour 2006;

3° 5.356.468 EUR pour 2007;

4° 5.652.468 EUR pour 2008;

5° 6.197.338 EUR pour 2009;

6° 6.197.338 EUR pour 2010.

§ 2. Une somme de 200.000 EUR est prélevée annuellement sur les montants visés au § 1^{er} pour le subventionnement de l'association visée à l'article 4.

Pour l'année 2005, le montant de 3.947.468 EUR est ventilé comme suit :

1° 22 % du montant sont attribués aux établissements visés à l'article 1^{er} et qui se situent en Région bilingue de Bruxelles-Capitale. Ce montant est réparti entre les différents réseaux d'enseignement au prorata de la population scolaire inscrite dans les sections visées à l'article 1^{er};

2° 78 % du montant sont attribués aux établissements visés à l'article 1^{er} et qui se situent en Région de langue française. Ce montant est réparti entre les différents réseaux d'enseignement au prorata de la population scolaire inscrite dans les sections visées à l'article 1^{er}.

Pour les années 2006 à 2010, les montants sont répartis entre les deux régions visées à l'alinéa 2, et, au sein de celles-ci, entre les différents réseaux d'enseignement au prorata de la population scolaire inscrite dans les sections visées à l'article 1^{er}.

Art. 4. Afin de rencontrer au mieux les objectifs visés à l'article 2, alinéa 1^{er}, le Gouvernement subventionne une association sans but lucratif dont l'assemblée générale comporte un nombre égal de représentants de l'enseignement confessionnel et de l'enseignement non confessionnel, et qui a pour objet de prospecter les entreprises susceptibles de céder du matériel aux établissements scolaires, de faire connaître aux entreprises les besoins en matériel des établissements scolaires et de répartir équitablement le matériel entre les établissements scolaires des différents réseaux.

Art. 5. Il est créé un « Comité d'accompagnement » composé des membres suivants :

1° quatre représentants des réseaux d'enseignements, issus pour moitié de l'enseignement non confessionnel et pour l'autre moitié de l'enseignement confessionnel désignés par le Gouvernement sur proposition du Conseil général de concertation de l'enseignement secondaire;

2° trois représentants des interlocuteurs sociaux désignés par le Gouvernement, l'un sur proposition de l'Union des entreprises de Bruxelles, les deux autres sur proposition de l'Union wallonne des entreprises;

3° trois membres désignés par les organisations syndicales représentant les membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française, affiliées à des organisations syndicales siégeant au Conseil national du travail; chacune de ces organisations syndicales disposent d'un représentant;

4° deux représentants de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire, dont le directeur général de l'Enseignement obligatoire ou son représentant;

5° un représentant du ministre ayant l'Enseignement secondaire technique et professionnel dans ses attributions.

La Direction générale de l'Enseignement obligatoire fournit au Comité d'accompagnement un rapport semestriel sur l'état de consommation des crédits.

La présidence du Comité d'accompagnement est assurée par le représentant du ministre ayant l'Enseignement secondaire technique et professionnel dans ses attributions. Le secrétariat est assuré par la Direction générale de l'Enseignement obligatoire.

Le Comité d'accompagnement recherche le consensus dans l'exercice de ses missions. En l'absence de celui-ci, il est procédé au vote. En cas d'égalité des voix, celle du président est prépondérante.

Le Comité d'accompagnement établit son règlement d'ordre intérieur, qui détermine les modalités de son fonctionnement, et le soumet à l'approbation du Gouvernement.

Art. 6. Le Comité d'accompagnement est chargé :

1° de mettre en œuvre le plan d'équipement pédagogique, notamment :

— de lancer chaque année un appel à projets;

— de consulter le fonds sectoriel concerné sur la pertinence des demandes;

— de transmettre au Gouvernement une proposition de sélection des projets d'équipement;

2° de transmettre annuellement les éléments d'évaluation de la mise en œuvre du décret à la Commission de pilotage créée par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française, et au Conseil économique et social de la Région wallonne et de la Région bruxelloise.

Le Comité d'accompagnement rassemble régulièrement les offres de formation en cours de carrière disponibles auprès des différents opérateurs de formation, tant publics que privés. Il en assure la publicité auprès des établissements visés à l'article 1^{er}.

Art. 7. La Commission de pilotage remet tous les deux ans au Gouvernement, et pour la première fois en 2006, un rapport d'évaluation sur l'évolution et l'impact du rééquipement.

Art. 8. Le Comité d'accompagnement informe l'association visée à l'article 4 des demandes qui lui sont soumises.

L'association visée à l'article 4 transmet régulièrement au Comité d'accompagnement un rapport d'activités comprenant un inventaire du matériel disponible.

Art. 9. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2004.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 28 avril 2004.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental,
de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial
P. HAZETTE

Le Ministre du Budget,
M. DAERDEN

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
O. CHASTEL

La Ministre de l'Enseignement supérieur,
de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

Notes

Sessions 2003-2004.

Documents du Conseil. – Projet de décret, n° 515-1. – Amendements de commissions, n° 515-2.

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 20 avril mai 2004.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 2261

[C — 2004/29227]

28 APRIL 2004. — Decreet waarbij gezorgd wordt voor de pedagogische uitrusting van het technisch en beroepssecundair onderwijs (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet is van toepassing op de inrichtingen voor gewoon secundair onderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap die afdelingen voor het beroeps- en technisch kwalificatieonderwijs inrichten, alsook op de inrichtingen voor gespecialiseerd onderwijs in de vormen 3 en 4 ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap die afdelingen voor het beroeps- en technisch kwalificatieonderwijs inrichten.

Art. 2. Het heeft tot doel de modernisering van de pedagogische basisuitrusting in de inrichtingen bedoeld bij artikel 1, voorzover dat deze inrichtingen :

1° een aanbod aan opleidingen nastreven dat in rechtstreeks verband staat met de behoeften die werden vastgesteld voor de zone van de inrichting of de aangrenzende zones;

2° zich aansluiten bij een beleid ter bevordering van de opleiding tijdens de loopbaan voor leraren technische vakken en leraren technische vakken en beroepspraktijk, waarbij deze uitrusting best ter waardering komt;

3° zich aansluiten bij de toepassing van opleidingsprofielen, met inbegrip van het aanwenden van pedagogische instrumenten en van de evaluatieproeven die erbij horen.

Onder pedagogische basisuitrusting wordt verstaan het materiaal dat nodig is voor het verwerven van de basisvaardigheden bedoeld bij de opleidingsprofielen.

Om de bij het eerste lid bedoelde doeleinden te verwezenlijken, selecteert de Regering, op de voordracht van het Begeleidingscomité bedoeld bij artikel 5, de aanvragen om uitrusting van de inrichtingen en komt geldelijk tegemoet in de aankoop van deze uitrusting, ten belope van 80 %, waarbij het overschot van 20 % ten laste blijft van de begunstigde inrichting.

Art. 3. § 1. Ter verwezenlijking van de doeleinden bepaald bij artikel 2, wordt jaarlijks een bedrag besteed als volgt :

1° 4.147.468 EUR voor 2005;

2° 4.073.468 EUR voor 2006;

3° 5.356.468 EUR voor 2007;

4° 5.652.468 EUR voor 2008;

5° 6.197.338 EUR voor 2009;

6° 6.197.338 EUR voor 2010.

§ 2. Er wordt jaarlijks een bedrag van 200.000 EUR afgenomen van de bedragen bedoeld bij § 1 voor de subsidiëring van de bij artikel 4 bedoelde vereniging.

Voor het jaar 2005, wordt het bedrag van 3.947.468 EUR verdeeld als volgt :

1° 22 % van het bedrag wordt toegekend aan de inrichtingen bedoeld bij artikel 1 en die gelegen zijn in het tweetalig gebied Brussel - Hoofdstad. Dit bedrag wordt verdeeld over de verscheidene onderwijsnetten naar rata van de schoolbevolking ingeschreven voor de bij artikel 1 bedoelde afdelingen;

2° 78 % van het bedrag wordt toegekend aan de inrichtingen bedoeld bij artikel 1 en die gelegen zijn in het Franse taalgebied. Dit bedrag wordt verdeeld over de verscheidene onderwijsnetten naar rata van de schoolbevolking ingeschreven voor de bij artikel 1 bedoelde afdelingen.

Voor de jaren 2006 tot 2010, worden de bedragen verdeeld over de twee bij het tweede lid bedoelde taalgebieden, en, binnen deze, over de verscheidene onderwijsnetten naar rata van de schoolbevolking ingeschreven voor de bij artikel 1 bedoelde afdelingen.

Art. 4. Om beter de doeleinden gesteld bij artikel 2, eerste lid, te verwezenlijken, subsidieert de Regering een vereniging zonder winstbejag waarvan de algemene vergadering een gelijk aantal vertegenwoordigers van het confessionele en het niet-confessionele onderwijs telt en die tot doel heeft op zoek te gaan naar ondernemingen die materiaal zouden kunnen afstaan aan schoolinrichtingen, de behoeften inzake materiaal van de schoolinrichtingen ter kennis te brengen van de ondernemingen en de verdeling van het materiaal over de schoolinrichtingen van de verschillende netten te laten geschieden.

Art. 5. Er wordt een "Begeleidingscomité" opgericht bestaande uit de volgende leden :

1° vier vertegenwoordigers van de onderwijsnetten, waarvan de helft uit het niet-confessionele onderwijs en de andere helft uit het confessionele onderwijs aangewezen door de Regering op de voordracht van de Algemene overlegraad van het secundair onderwijs;

2° drie vertegenwoordigers van de sociale gesprekspartners aangewezen door de Regering, één op de voordracht van de Union des entreprises de Bruxelles, de twee andere op de voordracht van de Union wallonne des entreprises;

3° drie leden aangewezen door de vakverenigingen die de personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen, vakverenigingen die aangesloten zijn bij vakverenigingen die bij de Nationale Arbeidsraad zetelen; elke van deze vakverenigingen beschikt over één vertegenwoordiger;

4° twee vertegenwoordigers van de Algemene directie Verplicht Onderwijs, onder wie de directeur-generaal van het Verplicht Onderwijs of diens vertegenwoordiger;

5° een vertegenwoordiger van de minister tot wiens bevoegdheid het technisch en beroepssecundair onderwijs behoort.

De Algemene directie van het Verplicht Onderwijs brengt aan het Begeleidingscomité een zesmaandelijks verslag uit over de staat van de kredieten.

Het voorzitterschap van het Begeleidingscomité wordt waargenomen door de vertegenwoordiger van de minister tot wiens bevoegdheid het technisch en beroepssecundair onderwijs behoort. Het secretariaat wordt waargenomen door de Algemene directie van het Verplicht Onderwijs.

Het Begeleidingscomité tracht tot een consensus te komen voor de uitvoering van zijn opdrachten. Bij gebrek aan deze, wordt er tot de stemming overgegaan. Bij staking van stemmen, is de stem van de voorzitter beslissend.

Het Begeleidingscomité stelt zijn huishoudelijk reglement op, waarbij de nadere regels van zijn werking bepaald worden, en legt het aan de goedkeuring van de Regering voor.

Art. 6. Het Begeleidingscomité is belast met :

1° het in de praktijk omzetten van het pedagogische uitrustingsplan, inzonderheid :

- een oproep tot projecten ieder jaar;
- het raadplegen van het betrokken sectorieel fonds omtrent de relevantie van de aanvragen;
- het verzenden aan de Regering van een selectie van uitrustingsprojecten;

2° het jaarlijks verzenden van de beoordelingselementen over de concrete tenuitvoerlegging van het decreet aan de Sturingscommissie opgericht door het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap, en aan de Conseil économique et social van het Waalse Gewest en aan het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

Regelmatig verzamelt het Begeleidingscomité de aanbiedingen inzake opleiding tijdens de loopbaan gedaan door de verscheidene opleidingsoperatoren, zowel op openbaar als op privé-gebied. Het zorgt voor de verspreiding ervan in de inrichtingen bedoeld bij artikel 1.

Art. 7. Om de twee jaar, en voor de eerste keer in 2006, dient de Sturingscommissie een evaluatieverslag in bij de Regering over de evolutie en de impact van de vernieuwde uitrusting.

Art. 8. Het Begeleidingscomité licht de vereniging bedoeld bij artikel 4 in over de aanvragen die bij hem ingediend worden.

Regelmatig zendt de bij artikel 4 bedoelde vereniging aan het Begeleidingscomité een activiteitenverslag met een inventaris van het beschikbare materiaal.

Art. 9. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2004.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 28 april 2004.

De Minister-President, belast met internationale betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Begroting,
M. DAERDEN

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
O. CHASTEL

De Minister van Hoger Onderwijs,
Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota's

(1) *Zitting 2003 - 2004.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 515-1. — Verslag, nr. 515-2.
Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 20 april 2004.